

**RAPPORT N° 2022/3-09
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022**

OBJET

RÉSILIATION DU MARCHÉ 21/117 POUR LES LOTS N° 1 ET LOT N ° 2 MARCHÉ DE FOURNITURE, POSE ET MAINTENANCE DE BORNES METALLIQUES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR 2021-2023

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 25 « Encourager l'implication citoyenne à la réduction des déchets » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

La CINOR dispose d'un marché 21-117, à bons de commande, pour la fourniture, pose et maintenance de bornes métalliques pour le verre et les déchets recyclables sur le territoire de la cinor. Ce marché a été notifié en date du 04 octobre 2021 pour une durée de 36 mois, dont une période de préparation de 3 mois.

Ce marché est composé de deux lots :

- Lot 1 : Fourniture, pose et maintenance de bornes métalliques aériennes d'apport volontaire de 2M3 sur la CINOR , pour un montant de 181 000 €ht attribué à GARAGE PILOTE .
- Lot 2 : Fourniture, pose et maintenance de bornes métalliques aériennes d'apport volontaire de 3M3 sur la CINOR pour un montant de 480 420 €ht attribué à GARAGE PILOTE .

Toutefois, la crise sanitaire mondiale du COVID, puis le conflit russo-ukrainien engendrent une instabilité et une envolée sans précédent des prix des matières premières pour les fournisseurs, de nature à affecter gravement, dans de nombreux secteurs d'activité les conditions d'exécution des contrats, ainsi que leur équilibre économique.

Compte tenu de cette circonstance imprévisible, l'attributaire des deux lots du marché, l'entreprise GARAGE PILOTE a sollicité la CINOR pour lui faire part de ses difficultés du fait de la variation brutale des prix mais également de leur instabilité, demandant soit une indemnisation d'une partie du surcoût soit une résiliation.

Pour précision, plusieurs textes ont été publiés récemment pour détailler les possibilités d'indemnisation du cocontractant de l'administration : la Circulaire n°6293/SG du 1er ministre du 16/07/2021, la Fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Economie du 18/02/2022, la Circulaire du 1er ministre n°6338 du 30 mars 2022.

Lorsque l'augmentation du prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations ne sont pas compensées par la clause de révision de prix prévue contractuellement, ou en l'absence de clause de révision, le titulaire qui continue à exécuter le marché peut solliciter une indemnisation des charges supplémentaires, sur le fondement de la théorie de l'imprévision de l'article L 6 du code de la commande publique, selon lequel en cas de survenance d'un « événement extérieur aux parties, imprévisible, et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat », que le cocontractant qui en poursuit l'exécution a droit à une indemnité..

L'indemnisation en cas d'imprévision ne vient qu'en compensation d'une partie du déficit résultant des charges extracontractuelles.

Dans la circulaire du 1^{er} Ministre du 30 mars 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, il est confirmé que la hausse exceptionnelle du prix du gaz et du pétrole constatée depuis le 1^{er} trimestre 2021, dont l'ampleur est accentuée par la crise en Ukraine est sans conteste imprévisible et extérieure aux parties, tout comme la flambée des prix des matières premières, et que les conditions de mise en œuvre de la théorie de l'imprévision sont réunies dès lors qu'il est constaté par ailleurs un bouleversement de l'économie du contrat.

La mise en oeuvre de la théorie de l'imprévision ne peut être que temporaire. Au regard de ce qui est exposé ci-dessus, la CINOR a donc proposé au titulaire du marché une indemnisation d'une partie du surcoût engendré par la flambée des prix des matières premières.

Cependant, après analyse, le titulaire n'a pas souhaité donner suite et a formulé une demande de résiliation par courrier électronique du 20 mai 2022 du fait du contexte de significatives hausses et instabilités des prix.

Il est précisé dans la fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Economie du 18/02/2022, que « si les circonstances bouleversent définitivement le contrat, les parties se trouvent alors en présence d'un cas de

Accusé de réception en préfecture
N° 974249740119-20220606-BC2022-4-09-DE
Date de réception préfecture : 11/07/2022

force majeure administrative permettant au titulaire de solliciter la résiliation du contrat devenu manifestement inéquitable (CE, 9 décembre 1932, Compagnie des tramways de Cherbourg, Rec. p. 1050) ».

Aussi, suite à la demande du titulaire, et en application de l'article 40.1 alinéa 2 du CCAG Fournitures courantes et services, (« lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché »), il est donc proposé de résilier les marchés ci-dessous :

- Lot 1 : Fourniture, pose et maintenance de bornes métalliques aériennes d'apport volontaire de 2M3 sur la CINOR, pour un montant de 181 000 €ht attribué à GARAGE PILOTE.
- Lot 2 : Fourniture, pose et maintenance de bornes métalliques aériennes d'apport volontaire de 3M3 sur la CINOR pour un montant de 480 420 €ht attribué à GARAGE PILOTE.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver la résiliation à la demande du titulaire pour cas de force majeure des lots 1 et 2 du marché n° 21-117 de fourniture, pose et maintenance de bornes métalliques
- Autoriser le Président à résilier lesdits lots 1 et 2 sans indemnité pour le titulaire, et préciser que la résiliation dégage le titulaire GARAGE PILOTE de ses obligations contractuelles, avec une prise d'effet à compter de la notification de ladite résiliation.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/3-09
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 Juin 2022**

OBJET :

RÉSILIATION DU MARCHÉ 21/117 POUR LES LOT N° 1 ET LOT N° 2 MARCHÉ DE FOURNITURE, POSE ET MAINTENANCE DE BORNES METALLIQUES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR 2021-2023

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-09 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la résiliation à la demande du titulaire pour cas de force majeure des lots 1 et 2 du marché n° 21-117 de fourniture, pose et maintenance de bornes métalliques

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à résilier lesdits lots 1 et 2 sans indemnité pour le titulaire, et précise que la résiliation dégage le titulaire GARAGE PILOTE de ses obligations contractuelles, avec une prise d'effet à compter de la notification de ladite résiliation.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer l'avenant de résiliation à conclure avec le titulaire des lots 1 et 2 du marché 21-117 de fourniture, pose et maintenance de bornes métalliques sur le territoire de la CINOR.

Nombre de votants : 10 Suffrages exprimés : 10 Vote pour : 10 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220630-BC2022-3-09-DE Date de télétransmission : 11/07/2022 Date de réception préfecture : 11/07/2022
--